ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés de la Région de Bruxelles-Capitale, le 11 mars 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le règlement du personnel du Port de Bruxelles", a donné le 16 mars 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 maart 1993 door de Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot vaststelling van het reglement van het personeel van de Haven van Brussel", heeft op 16 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.
>
> Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.
>
> Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale".
>
> En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé

que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

OBSERVATION PREALABLE.

Il est fait référence à l'observation préalable formulée à propos du projet d'arrêté "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du port de Bruxelles" examiné ce jour sous le n° L. 22.253/9.

*

Intitulé.

Il est fait référence à la remarque formulée à propos de l'intitulé du projet L. 22.253/9.

Préambule.

1. Les alinéas 1er à 3 et 5 à 9 appellent la même remarque que celle faite à propos du préambule du projet L. 22.253/9 (sub 1).

2. Afin de mieux faire apparaître le fondement légal du projet, il est proposé :

a) de faire précéder l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 2) par un alinéa 1er nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967";

b) de compléter l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 2) par les mots ", notamment les articles 2 et 17,".

3. Pour les alinéas 11 et 12, il est fait référence à la remarque faite à propos du préambule du projet L. 22.253/9 (sub 3).

4. Pour la raison exposée lors de l'examen du préambule du projet L. 22.253/9, les mots "Vu la délibération de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du", figurant après le proposant, doivent être omis.

Dispositif.

La division en chapitres doit se faire de manière à éviter que certains articles n'en soient exclus.

Article 1er.

L'article 1er appelle la même observation que celle faite à propos de l'article 1er du projet L. 22.253/9.

Article 2 (devenant l'article 1er).

1. Les termes "Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant la carrière des agents de l'Etat" sont inutiles et doivent être omis, compte tenu de l'observation préalable et de l'observation particulière relative à l'article 2 du projet L. 22.253/9.

2. L'article 2 doit être rédigé comme suit :

"Article premier. Pour être nommé à chacun des grades du personnel de la Société régionale du port de Bruxelles, il faut remplir les conditions déterminées à l'annexe 1".

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre Ier devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3 (devenant les articles 2 à 5).

Les diverses dispositions de l'article 3 du projet doivent plus logiquement trouver leur place dans des articles distincts traitant respectivement des candidatures, des propositions, de l'affichage et des réclamations.

Il est donc proposé d'écrire :

"Art. 2. § 1er. La vacance des emplois ... portée, par note de service, à la connaissance des membres du personnel qui remplissent les conditions pour y être nommés.

Les membres du personnel visent la note de service, pour réception. Un exemplaire de cette note est envoyé, par ... réception, au domicile ... .

§ 2. Ne sont prises en considération que les candidatures qui ont été adressées, par lettre recommandée, au fonctionnaire dirigeant dans un délai de quinze jours à compter, soit du jour où l'agent a visé la note de service, soit de celui où le pli recommandé prévu au paragraphe 1er, alinéa 3, a été présenté au domicile de l'agent.

§ 3. Les membres du personnel sont, toutefois, autorisés ... (la suite comme à l'article 3, § 5, du projet).

§ 4. Toute candidature à un emploi de niveau 1 ... (la suite comme à l'article 3, § 1er, alinéa 5, du projet).

§ 5. Il est accusé réception des candidatures.

Art. 3. Les propositions de changement de grade ou de promotion par avancement de grade sont notifiées aux candidats par notes de service, selon les modalités prévues à l'article 2, § 1er.

Art. 4. Les notes de service prévues aux articles 2 et 3 sont affichées ... (la suite comme à l'article 3, § 3, du projet).

Art. 5. Tout membre du personnel qui s'estime lésé par les propositions doit adresser sa réclamation, à peine d'irrecevabilité de celle-ci, au fonctionnaire dirigeant dans les dix jours suivant l'affichage prévu à l'article 4".

Article 4 (devenant l'article 6).

La phrase introductive doit s'écrire :

"Art. 6. Constituent des carrières planes les grades suivants :".

.../...

Article 5 (devenant l’article 7).

1. Il serait préférable de diviser la disposition en trois paragraphes, le premier groupant les alinéas 1er, 2 et 3, le deuxième reproduisant l’alinéa 4 et le troisième reproduisant l’alinéa 5.

2. L’alinéa 3 est incompréhensible. Il doit être réécrit en des termes plus clairs.

3. A l’alinéa 4, devenant le paragraphe 2, il faut écrire in fine : "... les conditions d’ancienneté, pour être promu, sont déterminées pour l’ensemble prévu au paragraphe 1er".

L’observation vaut également pour l’alinéa 5, devenant le paragraphe 3.

Article 6 (devenant l’article 8).

1. Les tirets doivent être remplacés par des 1° et 2°.

2. Mieux vaut écrire au premier tiret :

"1° à prononcer le rappel à l’ordre et le blâme;".

Article 7 (devenant l'article 9).

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Art. 9. § 1er. Outre les autres conditions requises, notamment de diplômes, les changements de grade sont soumis à une vérification des aptitudes professionnelles.

Cette vérification est constatée par une commission dont les membres sont désignés par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint de la Société régionale du port de Bruxelles.

Un représentant de chaque organisation syndicale représentative assiste, sans voix délibérative, aux travaux de la commission.

§ 2. Les changements de grade sont autorisés pour les fonctions compatibles avec l'état physique d'agents dont l'Office médico-social de l'Etat, après avoir constaté l'inaptitude définitive à assurer l'exercice de leurs fonctions, a néanmoins admis qu'ils puissent être réaffectés à d'autres fonctions compatibles avec leur état physique".

Articles 8 et 9
(devenant les articles 10 et 11).

Les articles 8 et 9 appellent la même observation que celle formulée à propos des articles 9 et 10 du projet+ L. 22.253/9.

Article 9 (devenant l'article 11).

Selon l'usage, l'on ne mentionne, dans l'exécutoire, d'autre ministre que celui qui figure au proposant.

L'article doit être corrigé de manière à respecter ce principe.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.

Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.

Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles

soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

Voorafgaande opmerking.

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking die is gemaakt met betrekking tot het ontwerp van besluit "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Haven van Brussel", dat heden onderzocht wordt onder het nummer L. 22.253/9.

*

Opschrift.

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt met betrekking tot het opschrift van het ontwerp L. 22.253/9.

Aanhef.

1. Omtrent het eerste tot het derde lid en het vijfde tot het negende lid behoren dezelfde opmerkingen te

worden gemaakt als die welke is gemaakt inzake de aanhef van het ontwerp l. 22.253/9 (onder punt 1).

2. Ten einde de rechtsgrond van het ontwerp beter tot uiting te doen komen wordt voorgesteld :

a) het vierde lid (dat het tweede lid wordt) te doen voorafgaan door een nieuw eerste lid, luidende :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;";

b) het vierde lid (dat het tweede lid wordt) aan te vullen met de woorden ", inzonderheid op de artikelen 2 en 17;".

3. Inzake het elfde en het twaalfde lid wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt omtrent de aanhef van het ontwerp L. 22.253/9 (onder punt 3).

4. Om de reden die is uiteengezet bij het onderzoek van de aanhef van het ontwerp L. 22.253/9 behoren de woorden "Gelet op de beraadslaging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van", welke voorkomen na het voordrachtformulier, te vervallen.

Bepalend gedeelte.

De indeling in hoofdstukken moet derwijze geschieden dat geen groep van artikelen buiten die indeling valt.

Artikel 1.

Omtrent artikel 1 behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt inzake artikel 1 van het ontwerp L. 22.253/9.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

1. De woorden "Onverminderd de algemene reglementaire bepalingen betreffende de loopbaan van het rijkspersoneel" moeten als overbodig vervallen, gelet op de voorafgaande opmerking en op de bijzondere opmerking inzake artikel 2 van het ontwerp L. 22.253/9.

2. Artikel 2 moet als volgt gesteld worden :

"Artikel 1. Om tot enige graad van het personeel van de Gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel te worden benoemd, moet men voldoen aan de voorwaarden gesteld in bijlage 1".

In het opschrift van hoofdstuk I schrijve men "voordrachten tot" in plaats van "voorstellen inzake".

Artikel 3 (dat de artikelen 2 tot 5 wordt).

Het zou logischer zijn indien de verschillende bepalingen van artikel 3 van het ontwerp worden opgenomen in onderscheiden artikelen, die respectievelijk handelen over de sollicitaties, de voordrachten, de aanplakking en de bezwaarschriften.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 2. § 1. De vacature van ... wordt bij wege van een dienstnota ter kennis gebracht van de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden om in die betrekkingen te worden benoemd.

De personeelsleden tekenen de dienstnota voor ontvangst. Wanneer een ambtenaar ..., wordt een exemplaar van de dienstnota bij ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst naar zijn woonplaats gezonden.

§ 2. Alleen de sollicitaties die binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop het personeelslid de dienstnota voor gezien heeft getekend ofwel van de dag waarop de aangetekende brief bedoeld in paragraaf 1, derde lid, op de woonplaats van de ambtenaar is aangeboden, per aangetekende brief aan de leidend ambtenaar zijn gezonden, worden in aanmerking genomen.

§ 3. De personeelsleden mogen evenwel vooraf ... verklaard. Deze sollicitatie is slechts twee maanden

geldig. Zij moet per aangetekende brief worden gezonden aan de leidend ambtenaar.

§ 4. Iedere sollicitatie naar een betrekking ... die de sollicitant meent ... (voorts zoals in artikel 3, § 1, vijfde lid, van het ontwerp).

§ 5. Er wordt ontvangst gemeld van de sollicitaties.

Art. 3. De voordrachten tot verandering van graad of tot bevordering door verhoging in graad worden bij wege van dienstnota's ter kennis gebracht van de sollicitanten, op de wijze omschreven in artikel 2, § 1.

Art. 4. De dienstnota's bedoeld in de artikelen 2 en 3 worden zichtbaar aangeplakt op ... (voorts zoals in artikel 3, § 3, van het ontwerp).

Art. 5. Ieder personeelslid dat zich door de voordrachten benadeeld acht, moet zijn bezwaarschrift, op straffe dat het niet-ontvankelijk wordt verklaard, binnen tien dagen na de in artikel 4 bedoelde aanplakking zenden aan de leidend ambtenaar".

Artikel 4 (dat artikel 6 wordt).

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. 6. De volgende graden houden een vlakke loopbaan in :".

Artikel 5 (dat artikel 7 wordt).

1. Het zou verkieslijk zijn de bepaling in drie paragrafen te verdelen, waarbij de eerste paragraaf het eerste, het tweede en het derde lid bevat, terwijl de tweede en de derde paragraaf respectievelijk het vierde en het vijfde lid bevatten.

2. Het derde lid is onbevattelijk. Het moet in duidelijker bewoordingen worden herschreven.

3. Aan het eind van het vierde lid, dat paragraaf 2 wordt, schrijve men : "... worden de anciënniteitsvoorwaarden om te worden bevorderd vastgesteld voor het in paragraaf 1 bedoelde geheel".

Dezelfde opmerking geldt voor het vijfde lid, dat paragraaf 3 wordt.

Artikel 6 (dat artikel 8 wordt).

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1° en 2°.

2. Na het eerste streepje zou het beter zijn te schrijven :

"1° voor het uitspreken van de terechtwijzing en de blaam;".

Artikel 7 (dat artikel 9 wordt).

1. Paragraaf 1, eerste lid, moet als volgt worden gesteld :

"Art. 9. § 1. Benevens de overige gestelde voorwaarden, inzonderheid inzake diploma's, wordt bij de veranderingen van graad een onderzoek naar de beroepsbekwaamheid ingesteld.

Dat onderzoek geschiedt door een commissie waarvan de leden worden aangewezen door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van de Gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel.

Een vertegenwoordiger van iedere representatieve vakorganisatie is, zonder stemgerechtigd te zijn, tegenwoordig bij de werkzaamheden van de commissie.

§ 2. De veranderingen van graad zijn geoorloofd voor de ambten die bestaanbaar zijn met de lichamelijke toestand van de personeelsleden ten aanzien van wie de Sociaal-Medische Rijksdienst heeft vastgesteld dat zij kunnen worden aangewezen voor een ander ambt dat bestaanbaar

is met hun lichamelijke toestand, nadat deze dienst ze definitief ongeschikt had bevonden om hun ambt uit te oefenen".

Artikelen 8 en 9 (die de artikelen 10 en 11 worden).

Omtrent de artikelen 8 en 9 moet dezelfde opmerking worden gemaakt als die welke is gemaakt inzake de artikelen 9 en 10 van het ontwerp L. 22.253/9.

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Het gebruik wil dat in de uitvoeringsbepaling geen andere minister wordt vermeld dan die welke in het voordrachtformulier voorkomt.

Het artikel moet worden aangepast met inachtneming van dit beginsel.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : kamervoorzitter,
staatsraden,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.